

# Orientation politique et sociale

**N**ous assistons à une crise de civilisation, une course de vitesse entre la déstructuration de société et l'invention d'une alternative. Cette crise de la société se manifeste sur trois terrains majeurs :

- remise en cause de la démocratie représentative et donc de la social-démocratie
- crise écologique qui se traduit, entre autres, par la destruction de la biodiversité, le dérèglement climatique et l'épuisement des ressources naturelles.
- délégitimation de l'ensemble du système :
- par le renforcement de la contradiction entre l'accroissement du niveau de connaissances des travailleurs et l'organisation capitaliste du travail.
- par une crise sociale mondiale.

Outre l'évolution vers un capitalisme autoritaire, la situation se caractérise par l'explosion de la précarité économique et sociale (en particulier pour les femmes et les jeunes), la dislocation grandissante de la société, des différenciations de plus en plus importantes au sein du monde du travail, le risque de voir les indispensables solidarités de classe s'effacer au profit de replis communautaristes. Depuis une trentaine d'années que le chômage persiste et grandit, nous constatons à la fois une permanence et un accroissement de la précarité, économique d'abord mais également sociale. L'insécurité sociale touche une grande partie de la population marquée par l'absence de perspectives sauf, pour beaucoup, celle de perdre son emploi, son logement .... Le chômage de masse a produit la précarité de masse. Ainsi « *Entre chômage, sous-emploi, précarité financière des travailleurs pauvres, c'est vraisemblablement entre le quart au moins et le tiers de la population, soit quinze à vingt millions de personnes - 7 millions de pauvres et 8 à 12 millions de précaires - qui pour une raison ou une autre ont, de façon durable, des conditions de vie marquées du sceau de l'extrême difficulté* »

J. Rigaudiat

Droit social, mars 2005.

Cette précarité d'origine sociale et économique est amplifiée par sa concentration dans certains quartiers alors que dans d'autres se constituent des ghettos de riches. Par ailleurs la pression des médias, de la pub et autres vecteurs de l'idéologie dominante provoquent l'apathie dans une fiction de liberté.

Malgré sa facilité à s'adapter, et même s'il est trompeur, le capitalisme est délégitimé et n'est pas porteur d'espoir pour la majorité de la population.

Dans la situation actuelle encore marquée par les défaites et les impasses de politiques de gauche, de nouveaux conflits vont structurer les déterminations sociales et politiques des couches moyennes et des classes populaires.



## Le champ social

Le " point aveugle " de notre société c'est la précarité. Aucune réponse construite n'est encore portée dans les grandes mobilisations. On assiste à un glissement constant vers le caritatif et les traitements d'urgence. Il faut répondre aux politiques qui visent à fractionner les couches moyennes et les couches populaires en luttant contre :

-La montée d'un clivage très fort entre les groupes sociaux, perte de l'idée même de solidarité sous l'effet de matraquage du discours dominant (" fraude au RMI, chômeurs feignants... ")

-Le développement de cette perte de solidarité au sein même du monde du travail : le rapport au travail est de plus en plus individuel, la soumission à la hiérarchie se renforce, la notion de responsabilité collective s'estompe, l'individu est jugé seul responsable de ce qui lui arrive, ce qui justifie l'exclusion, l'amplifie et génère de la souffrance psychique.

-La criminalisation des plus pauvres (squats, expulsions, arrestations avec rétentions d'enfants ....) et la mise en place d'une société de contrôle ( vidéo-surveillance, Internet, police partout, fort contrôle sur les lieux de travail).

La forte délégitimation de la politique en parallèle de la baisse du collectif, du repli sur soi, de la place grandissante de l'extrême droite et de la droite dure.

La stratégie d'affrontement de ce gouvernement se déploie désormais sur tous les fronts, les démantèlements économiques se succédant avec les conséquences sociales d'une rare intensité :

- réduction programmée des rotations vers la Corse avec l'attaque des salariés et du statut de la SNCM, aussitôt enchaînée avec l'affrontement aux travailleurs de la deuxième régie des transports après la RATP, la RTM.

- abandon des derniers encadrements des tarifs énergétiques, avec là aussi une attaque directe du statut d'EDF et des salariés ;

- nouveau démantèlement des allocations de l'UNEDIC, en cohérence avec les dispositifs du CNE et du RMA...

Tout ce qui s'est dressé dans la rue depuis décembre 95 fait l'objet d'attaques systématiques répétées. La société entière est mise en tension sociale sous état d'urgence policière.

La crise du mouvement syndical qui après avoir touché le secteur privé, affecte désormais le secteur public, s'explique notamment par l'impossibilité de poursuivre les compromis sociaux de la période précédente, qui s'exprimaient

notamment dans le paritarisme. Les syndicats poursuivant l'illusion de tels compromis ne font qu'accompagner et en définitive entériner les reculs sociaux. Il est difficile de trouver des terrains de convergence entre les luttes dans l'entreprise et les terrains plus sociétaux, en termes de contenus comme d'alliances sociales. Si l'autonomie dans la réalisation des tâches se développe, elle s'accompagne d'un contrôle accru sur les salarié-e-s : omniprésence de l'informatique, encadrement juridique régressif et management renforçant l'individualisation et combattant les tentatives d'organisation collective. De même, la répression du mouvement social s'intensifie. Elle se caractérise en particulier par une criminalisation croissante de celles et ceux qui s'insurgent contre des politiques liberticides, productivistes et régressives. On note cependant la multiplication des manifestations, l'élargissement aux catégories d'encadrement des fronts de résistance. A ces résistances sur le terrain de l'entreprise s'ajoute la contestation du mode de consommation, de l'envahissement de la pub et des médias, des OGM... Une meilleure articulation entre militants des mouvements sociaux et des mouvements politiques s'esquisse : évolution d'ATTAC, campagne du non de gauche... Cette articulation s'est manifestée durant la campagne sur le TCE par la participation active de militants associatifs et syndicaux tant au comité national d'animation que dans les collectifs locaux ; beaucoup de ces militant-e-s ont la volonté de s'emparer des questions politiques.

Les Alternatifs agissent pour le développement d'un espace politico-social permettant la convergence des luttes et leur traduction dans le champ politique pour un projet d'émancipation sociale, démocratique, féministe et écologique.

### Champ politique

Le 29 mai a marqué le succès d'un vote de classe et défensif en réponse à une évolution anti-démocratique. Quels que soient ses prolongements, la victoire du NON au référendum du 29 mai est historique : n'est-ce pas le vote le plus important pour la gauche depuis 1981 ? L'essentiel est la place prise par le Non de gauche et sa nature, un Non social et européen éloigné du souverainisme,

frontalement opposé à l'extrême-droite. Le rejet du néolibéralisme exprimé précédemment dans les luttes comme dans les urnes en France comme en Europe prend ainsi un nouvel élan au moment où les droites européennes et françaises radicalisent leur offensive



contre les droits et les garanties démocratiques. Cette victoire est aussi celle du renouvellement des pratiques dans le droit fil de l'alter mondialisme : fonctionnements en réseau, pratiques unitaires débordant les seules structures politiques, reconnaissance réciproque des engagements individuels et collectifs. Ces apports sont essentiels pour construire des réponses à la crise de la politique et de sa représentation.

Ce succès s'est appuyé sur le développement des collectifs pour le non de gauche, qui ont notamment permis que pour la première fois les masses s'emparent du débat sur l'Europe. Si le nombre de militants actifs s'est situé au meilleur moment entre 10 et 15 mille, les débats et meetings ont connu des succès considérables, jamais atteints depuis la campagne Juquin. Le processus de rassemblement large cristallisé par les collectifs du non est un fait majeur : des animateurs de mouvements de contestation et de résistance ont su nouer des dialogues dans le champ politique et prendre part à une campagne citoyenne fondamentale ; des militants

d'histoires et de sensibilités différentes ont su travailler en convergence, depuis le PC et la LCR jusqu'aux socialistes du non en passant par la gauche des Verts et bien sûr les Alternatifs. Capitaliser ces nouvelles pratiques est essentiel..

Les collectifs sont nés hors du champ d'influence direct des partis (à partir de l'appel de Copernic). Ils ont souvent maintenu leur autonomie, malgré les pressions d'appareils qui ont pesé de plus en plus lourd en fin de campagne (notamment lors des meetings régionaux). Ces pressions sont toujours présentes.

Les collectifs ont été des lieux d'échanges et de pratiques communes entre militants associatifs, syndicaux et politiques (investissement d'ATTAC). Seuls Solidaires et la Confédération paysanne se sont engagés en tant que tels dans la campagne, qui a reçu par ailleurs de nombreux soutiens de structures de la FSU et de la CGT, et a bénéficié de la participation de militants d'autres syndicats (CFDT, FO, UNSA). Ils ont facilité l'expression des socialistes et des verts pour le non.

Les Alternatifs se sont activement inscrits dans la dynamique des collectifs, et ont ainsi contribué à la victoire du non. Aucune force politique ne sort significativement renforcée de la campagne alors que nous souhaitions que la composante alternative, écologiste, autogestionnaire et féministe se renforce à côté du PC et de la LCR.

Le devenir des collectifs reste incertain en raison de la diversité de leur composition et du flou sur les choix des partis qui s'y investissent. L'enjeu est que les collectifs constituent un espace autonome dépassant les intérêts partidaires et permettant la poursuite de l'engagement des non-adhérents à un parti.

Le PCF, force politique pivot de la campagne du non de gauche, en sort conforté mais ne trouvera pas forcément d'issue à sa perte de projet global. L'apport de secteurs de ce parti à une nouvelle force politique est à la fois probable et nécessaire. De cela des secteurs du PC sont conscients, mais il reste confronté à des divisions stratégiques internes non surmontées.

La LCR, renforcée après la campagne présidentielle, s'est inscrite de manière globalement correcte dans la campagne du non de gauche, mais reste dépourvue de projet stratégique et est partagée entre l'alliance révolutionnaire avec LO, la poursuite d'une recomposition issue du non de gauche et l'affirmation pure et simple du parti.

La crise du PS est la plus manifeste et l'issue de cette crise reste incertaine, même s'il se positionne encore comme la force dominante face à la droite. Des secteurs militants importants et une part majoritaire de sa base électorale se sont retrouvés sur le non de gauche, n'acceptent pas l'alignement social-libéral. Ils sont disponibles pour une autre politique.

Les Verts restent présents dans l'institution, mais en perte d'influence sur les réseaux écolos de terrain. Tactiquement divisés, ils restent unifiés par la perspective d'une alliance de long terme avec le PS.

Le mouvement altermondialiste a irrigué par ses contenus et ses militants la campagne du non de gauche.

La crise politique se poursuit après les désaveux subis par les partis gouvernementaux en 2002 et 2005. Cette crise tient à la fois à l'impuissance souvent revendiquée des institutions et des partis d'alternance face au tout économique. Cette situation favorise le développement d'un capitalisme autoritaire.

### Nos propositions

L'orientation des Alternatifs c'est la construction d'un projet d'émancipation globale et d'une force politique rouge, verte, féministe, autogestionnaire et altermondialiste. Cette orientation combine une participation aux mobilisations sociales et sociétales, aux cadres unitaires d'initiatives et de débats, et le travail de construction du mouvement et d'approfondissement de son projet. Le mouvement que nous voulons construire est à la fois immergé dans les luttes, impliqué dans les champs institutionnels, et porteur d'un projet alternatif.

Dans les collectifs issus du 29 mai, les Alternatifs défendent la démocratie et l'autodétermination des collectifs, le maintien de leur pluralisme politique et,

en terme d'engagements sociaux et politiques, la recherche de pratiques nouvelles et l'ancrage sur le terrain d'alternatives en France et en Europe. Lieux de convergences politico-sociales, ils ne peuvent se réduire à des comités de lutte. La question de la convergence avec d'autres formes européennes ou altermondialistes est posée.

Les Alternatifs participent aux forums de débats sur les contenus d'une alternative politique en France et en Europe et dans le monde, comme aux échanges avec les secteurs écolos objecteurs de croissance.

Dans la dynamique de constitution d'espaces politico-sociaux de résistance, de contre-pouvoirs et pour une alternative, nos terrains prioritaires seront :

- la participation aux mobilisations pour les droits des femmes, et la participation aux mobilisations contre leur précarisation (réunion nationale des Alternatifs en 2006)
- la lutte contre les ségrégations et les droits des migrants
- la défense et l'élargissement des services publics dans le sens de leur appropriation sociale, le contrôle par les salariés et la participation des citoyens
- la défense de l'agriculture paysanne face à l'OMC et à l'Union Européenne
- la lutte contre la précarité et la précarisation : soutien aux actions permettant aux personnes de retrouver une dignité et d'obtenir un revenu d'existence dé-

cent, action pour la sécurité sociale professionnelle.

- contre les liquidations financières, la reprise autogestionnaire d'entreprises, notamment par les coopératives
- RTT : vers les 32 heures, SMIC européen, créations d'emplois, réduction de l'échelle des salaires
- pour une politique sociale du logement, à commencer par la réquisition de logements vacants
- la construction alternative aux modes de production, de distribution et de consommation capitalistes/productivistes dans la perspective d'un alterdéveloppement qui lie les questions sociales et écologiques.

Les Alternatifs sont autogestionnaires. Ils ont pour orientation fondamentale de prendre parti et de prendre part à toute expérience de résistance et de démocratie active dans les espaces militants, institutionnels, et sociétaux. Les collectifs du 29 mai ont permis et permettent un nouveau pas en ce sens. Les crises sociales, écologiques et institutionnelles obligent et vont obliger des pans entiers du mouvement populaire et des couches moyennes à répondre elles-mêmes aux questions posées, à ne pas s'en remettre aux institutions. La tâche majeure des Alternatifs est de s'impliquer dans ce mouvement et dans la construction politique qui est devant nous et dont l'échéance électorale est un moment important. ■

## LA PRESIDENTIELLE DE 2007

**B**ien qu'étant par nature la plus mauvaise élection pour des autogestionnaires, l'élection Présidentielle est la plus structurante de l'espace politique, d'autant que c'est cette élection qui ouvre le cycle électoral 2007-2008. L'enjeu déterminant sera celui d'une candidature porteuse des espoirs suscités par la victoire du Non au référendum, par le développement d'une gauche antilibérale en France, par une nouvelle dynamique unitaire pour une alternative à gauche. Seule une candidature rassembleuse, dépassant les cadres partidaires existants, sera en mesure de porter une dynamique à l'échelle de cet enjeu. Les Alternatifs doivent peser de toutes leurs forces pour favoriser une telle candidature, une candidature alternative au libéralisme autoritaire et au productivisme. Dès maintenant, Les Alternatifs affirment publiquement leur engagement en faveur d'une candidature unitaire de la « gauche du 29 mai ». Dès maintenant, ils s'engagent résolument à prendre tous les contacts nécessaires avec l'ensemble des composantes ou personnalités concernées pour participer :

\* dans un premier temps, à la définition collective des principaux axes de campagne qui seraient portés par cette candidature ;

\* dans un deuxième temps, à la discussion collective sur le choix du candidat ou de la candidate le mieux à même de mener cette campagne. ■